

---

## La souveraineté de la monnaie contre la souveraineté des peuples : le cas de l'euro

Adrien Faudot

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/regulation/11576>

ISSN : 1957-7796

### Éditeur

Association Recherche & Régulation

### Édition imprimée

Pagination : 1-5

### Référence électronique

Adrien Faudot, « La souveraineté de la monnaie contre la souveraineté des peuples : le cas de l'euro », *Revue de la régulation* [En ligne], 18 | 2e semestre / Autumn 2015, mis en ligne le 20 décembre 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/11576>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.



*Revue de la régulation* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# La souveraineté de la monnaie contre la souveraineté des peuples : le cas de l'euro

Adrien Faudot

---

## RÉFÉRENCE

Frédéric Lordon, *La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Les Liens qui Libèrent, 2014, 304 pages.

## Introduction

1 Frédéric Lordon est connu pour avoir, par le passé, apporté des contributions originales à la compréhension des phénomènes monétaires (Lordon, 2000 ; Lordon et Orléan, 2006), pour ses recherches récentes sur Spinoza, et pour son verbe qu'il met fréquemment au service d'une analyse critique du régime d'accumulation financier. Le présent ouvrage est un essai critique, genre avec lequel l'auteur est désormais familier. Il rassemble une série de réflexions, dont plusieurs ont été développées sur son blog, *La Pompe à Phynance*.

2 Cette fois, Frédéric Lordon se concentre sur la zone euro, qui traverse une crise sévère – caractérisée notamment par des taux de chômage historiquement élevés –, mais une crise dont l'issue reste à penser. Partant d'une dénonciation des mécanismes du régime d'accumulation dominé par la finance, on sait l'auteur partisan d'une transformation sociale profonde. Bien que le contexte rende l'exercice pertinent à ses yeux, Lordon précise, dans l'avant-propos de l'ouvrage, qu'il ne s'étendra pas dans les cuisines de la sortie du capitalisme, puisqu'il se concentre sur l'étape qui en est une condition préalable : la déconstruction de l'Union Economique et Monétaire (désormais UEM). Cette précision est aussi l'occasion pour l'auteur de rappeler que la sortie de l'euro n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'atteindre des objectifs politiques qui, par ailleurs, peuvent être bien différents d'un projet nationaliste. En fait, la sortie de l'euro est compatible avec un grand nombre d'alternatives politiques, à l'inverse de son maintien.



## L'union monétaire et la soustraction des souverainetés démocratiques

- 3 Le premier chapitre rappelle le procédé selon lequel la souveraineté a été soustraite aux peuples européens. Son aboutissement s'observe avec la disparition du politique, entendre par là de la politique conjoncturelle, qui implique, en principe, une remise en jeu des politiques économiques (entre autres) de manière régulière via un jugement du peuple souverain. Dans le régime actuel, les politiques conjoncturelles ont laissé place à des politiques qui se conforment à des principes constitutionnalisés, de telle sorte que la politique économique est en « pilote automatique » (p. 43).
- 4 Le second chapitre présente une analyse critique du projet des *eurobonds*. Ce projet, désormais tombé dans l'oubli, prévoyait une forme de mutualisation de la dette européenne au moyen de bons garantis par l'ensemble des membres de l'UEM. S'il s'est trouvé avorté, c'est parce qu'il entraînait en conflit avec le principe de responsabilisation des États : le fonctionnement de l'euro repose sur une discipline budgétaire et monétaire,

elle-même garantie par une vulnérabilité des États membres sur les marchés financiers au travers du mode de financement des États, de l'absence de transferts budgétaires conséquents, et de l'interdiction d'une quelconque forme de solidarité qui viendrait soulager cette discipline (la fameuse clause de *no bail out*). Le fonctionnement de « l'appareil disciplinaire » repose sur une surveillance assurée en externe par les marchés financiers, dont les États sont désormais dépendants, et en interne par un système de règles contraignantes que les États sont tenus de respecter sans quoi ils peuvent être sanctionnés, sinon placés sous tutelle.

- 5 En somme, l'euro est un outil qui euthanasie les décisions souveraines des États. Ceux-là ne disparaissent pas, mais sont neutralisés dans le cadre de l'UEM. Les souverainetés nationales ont été captées sans avoir été restituées à une échelle européenne. Si Lordon lie cette privation à la monnaie unique, c'est parce que la création de l'euro avait pour condition une dépossession du droit du peuple à intervenir dans la politique monétaire, et plus largement dans la politique économique, en tant qu'axe majeur du contrat qui associe les États membres.

## Face à l'europhisme abstrait, l'internationalisme concret et la lecture de Spinoza

- 6 L'auteur interroge la pertinence qu'il y a d'espérer un renversement de tendance prenant forme dans un soulèvement de dimension européenne. Ces espoirs — que l'auteur compare à des « vœux pieux » — s'accompagnent le plus souvent d'un rejet des solutions nationales, une erreur de stratégie pour Lordon : attendre un règlement mondial de problèmes mondiaux, dans la plupart des cas, n'aboutit à aucun règlement. En outre, les antagonismes de classes sont objectivement transcendés par la mise en concurrence des salariats nationaux, ce qui exacerbe les tensions entre les peuples européens.
- 7 D'autant qu'il y a méprise sur le principe de souveraineté, qui n'est qu'une autre façon de désigner la démocratie. Lordon revient sur cette question dans le chapitre 8, où il s'efforce de rappeler que la notion de « souveraineté nationale » est un héritage de la Révolution française, qu'il serait malvenu d'abandonner. Lordon dénonce la vision selon laquelle une manœuvre de rupture avec l'ordre existant à une échelle nationale serait nécessairement un retour en arrière aux accents nationalistes. Au contraire, toute mesure de transformation sociale pose la question de sa validité territoriale et des mécanismes qui visent à en protéger les acquis du reste du monde, celui-ci pouvant être guidé par des intérêts hostiles. Par ailleurs, une mesure progressiste appliquée sur un territoire spécifique peut se révéler être une source d'inspiration pour le reste du monde, et prendre le chemin d'un internationalisme concret.
- 8 L'argument ultime de Lordon, à l'égard de ceux qui défendent leur préférence pour une transformation des structures à une échelle plus étendue que celle des actuelles nations, est la prise en compte du temps. Modifier les principes constitutionnels de la monnaie unique, si toutefois la chose était possible, prendrait un temps que les peuples européens n'ont pas.
- 9 Le chapitre 6 est sans doute le plus original, puisqu'il mobilise les connaissances que l'auteur a de l'œuvre de Spinoza pour les appliquer à l'analyse des problèmes que traverse la zone euro. Lordon va même jusqu'à penser l'avenir de la zone euro en tant qu'État, au sens que Spinoza donne à ce mot, et n'exclut pas d'emblée la possibilité d'une future

communauté politique fondée en Europe. Pour que cela se produise, il suffirait de dépasser les affects spécifiques à chaque nation.

Toute la question est de savoir si certaines idiosyncrasies nationales actuelles, objets de puissants affects communs locaux, toléreraient de se trouver contestées sous une loi de la majorité européenne, ce qui pourrait être le cas si elle concernait les domaines de politique commune. (p. 181)

- 10 Le problème de l'actuelle Europe est qu'elle est encore caractérisée par des affects nationaux puissants (comme l'attachement à une monnaie abritée du pouvoir politique dans le cas de l'Allemagne), loin d'être dépassés par des affects d'un ordre supérieur, capables, par exemple, de valider la création de transferts budgétaires au sein de la zone — étape indispensable pour que les espaces les plus sinistrés par l'intégration européenne ne supportent pas à eux seuls les ajustements nécessaires, ce qui, (hélas !) a été le cas, prenant d'abord la forme d'un endettement, puis de plans d'austérité). Par conséquent, le fonctionnement de la zone euro implique que les souverainetés démocratiques soient négligées par nécessité, car elles expriment encore des affects locaux qui reflètent l'absence d'une communauté politique. L'euroïsme, y compris celui qui cherche une transformation de l'euro « de l'intérieur », est celui qui ne perçoit pas la malfaçon de l'euro.
- 11 L'analyse spinoziste est bien utile pour comprendre la crise de la zone euro, mais aussi pour ne pas tomber dans le « consternant bouillon moraliste » (p. 174) dont la première cible, traitée de puissance égoïste par nombre de commentateurs, est l'Allemagne.

## L'Allemagne

- 12 L'auteur insiste — en particulier dans le chapitre 3 — sur la spécificité du rapport à la monnaie qu'entretient l'Allemagne, rapport qui se reproduit entre les générations depuis la Seconde Guerre mondiale, et ce de manière transpartisane. Les Allemands sont sujets à une « obsession monétaire » sensiblement différente du reste de l'Europe.
- 13 Pour Lordon, l'Allemagne a conditionné sa participation à la zone euro à un design institutionnel particulier, celui qui reproduit l'ordre monétaire allemand et son indépendance vis-à-vis du politique. La BCE, devait se tenir hors de la portée du politique, par crainte de son ingérence et du non-respect de l'impératif de la stabilité des prix. C'est sur cette condition de base, qui a recueilli l'assentiment du reste de l'Europe, que l'UEM a institué l'assujettissement du politique sous la surveillance des marchés financiers. L'UEM s'est ainsi construite en parfaite résonance avec le néolibéralisme dont elle est contemporaine :
- L'Europe est le produit de composition des efforts des blocs hégémoniques des divers pays européens pour sanctuariser les principes du néolibéralisme à un niveau de « gouvernement » (ou de non-gouvernement) hors de portée de la *vox populi*. (p. 144)
- 14 La volonté souveraine de la majorité du peuple allemand en matière monétaire est compréhensible aux yeux de Lordon, mais son extension en Europe semble au cœur de la malfaçon, dans la mesure où elle est fondamentalement inadaptée à la zone euro, laissée volontairement et irrémédiablement orpheline de transferts budgétaires substantiels.

## La re-régulation financière et la perspective d'une monnaie commune

- 15 Enfin, une partie du livre est consacrée à rappeler les propositions de réformes du système financier, propositions que l'auteur avait déjà développées dans plusieurs de ses ouvrages (Lordon, 2008 ; 2009). Il revient notamment sur sa proposition de réforme du crédit bancaire, dont l'aboutissement serait un système socialisé du crédit, projet qu'il oppose à la déréglementation financière qui fait loi dans l'actuelle zone euro.
- 16 Ajoutons à cela que Lordon défend le projet d'une monnaie commune européenne — qui pourrait d'ailleurs garder le nom d'euro —, unité de compte qui servirait d'interface vis-à-vis du reste du monde, mais articulerait au niveau intrazone les monnaies nationales des pays européens, ces dernières étant toutes accordées via des parités fixes (mais révisables) avec la monnaie commune. Cette construction conserverait l'avantage du partage de l'unité de compte vis-à-vis du reste du monde, mais bénéficierait aussi de la souplesse des ajustements de change en cas de divergences macroéconomiques des pays membres — alternative appréciable comparée aux dévaluations réelles (et donc salariales) auxquelles ont été contraints les pays de la périphérie de la zone euro. Par ailleurs, elle doit être associée à une régulation stricte impliquant des contrôles des capitaux, afin d'en assurer la robustesse.
- 17 La sortie coordonnée, si besoin unilatérale, de la zone euro est, dans cette optique, un préalable à l'établissement de tout projet de transformation sociale, puisque Lordon voit dans la monnaie unique des principes néolibéraux constitutionnalisés — son essence — dont il n'est pas envisageable de pouvoir en modifier la trajectoire à un horizon raisonnable.
- 18 On ressent dans la pensée de l'auteur l'influence de l'institutionnalisme monétaire français, et particulièrement l'analyse de l'institution monétaire en termes de relations de confiance (éthique, hiérarchique, méthodique) développées chez Aglietta et Orléan (2002) et chez Théret (2008<sup>1</sup>). De l'euro, les fondements hiérarchiques et surtout éthiques qu'il perçoit constituent dès son fondement une malfaçon destinée à connaître une profonde crise, et la réalité de cette année 2015 n'aura fait qu'appuyer cette thèse. On notera que l'analyse de Lordon insiste sur l'influence de l'Allemagne quant à la forme prise par les institutions de la zone euro. Nous retrouvons la substance de son argumentation sous la plume de ceux qui ont conçu l'euro, à l'image de Jacques de Larosière. Voici ce que ce dernier rapporta — de son propre témoignage — à François Mitterrand, en décembre 1988, en revenant des négociations concernant le projet de monnaie unique.

Au point où en est à ce jour la négociation, il est évident qu'il n'y aura pas d'accord s'il n'y a pas d'indépendance complète de la future banque centrale européenne et des banques centrales qui la constitueront. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra définitivement dissiper l'illusion que l'on peut négocier les taux d'intérêt entre la BCE et les gouvernements et que la politique monétaire cessera de dépendre des majorités et des pressions politiques. Si cette illusion persiste, il faut comprendre qu'elle est contraire à l'esprit même du projet d'union monétaire. Sans cela, les Allemands resteront totalement à l'écart et il n'y aura donc pas de projet. (de Larosière, 2012, p. 258).

- 19 Pour Lordon, « il n'y a qu'à l'Allemagne que ces interdictions n'apparaissent pas comme d'insupportables dénis de démocratie » (p. 213), du fait du puissant affect commun monétaire qui transcende le corps social allemand.
- 20 La construction européenne telle que décrite par l'auteur ouvre tout de même une porte à des commentaires critiques. Un premier commentaire peut rappeler que la construction européenne se trouve moins calquée sur les écrits ordo-libéraux allemands que sur les principes néolibéraux forgés dans les capitalismes anglo-saxons. Tandis qu'en voulant enchâsser le marché « dans un ordre constitutionnel maintenu par l'Etat, l'ordolibéralisme suppose nécessairement hors modèle un État préconstitué », lequel n'existe pas dans la zone euro (Théret, 2013, p. 97). L'application des préceptes de l'ordolibéralisme impliquerait que l'État se charge d'assurer l'unité de la politique monétaire et budgétaire, et par conséquent exerce une forme de contrôle sur la BCE, ce qui est éloigné de la réalité. La teinte néolibérale de l'institution totalement indépendante du politique nuance donc l'importance de l'ordolibéralisme dans l'UEM, ce qui explique que les élites en dehors de l'Allemagne se soient ralliées au projet de l'UEM, celles-ci adhérant à un projet néolibéral à leur propre échelle nationale. La Bundesbank elle-même, qui a largement inspiré le design de la BCE, a fondé sa politique monétaire sur des mythes — ceux d'un miracle allemand de l'après-guerre assuré par une primauté de l'objectif de stabilité des prix et se basant sur une banque centrale totalement indépendante du politique —, ses dirigeants faisant preuve d'une cécité sélective vis-à-vis des écrits ordo-libéraux dont ils se réclament pourtant (analyse que l'on trouve chez Bibow, 2013). Il n'en reste pas moins, on doit le reconnaître, que ces mythes ont sans doute participé à renforcer l'adhésion des élites politiques allemandes à une orthodoxie monétaire qu'elles défendent ostensiblement à chaque réunion de l'eurogroupe.
- 21 L'autre critique possible de l'auteur est liée à sa lecture de Spinoza, qui l'amène à voir les États dotés d'une rationalité bornée par de puissants affects communs. Pour Lordon, l'Allemagne n'aurait pas d'objectif de puissance dans la construction européenne (p. 87), en quelque sorte hégémon malgré elle, mais attachée à faire valoir sa conception de la politique monétaire. Cette hypothèse est discutable. L'euro est ailleurs analysé comme l'outil d'un mercantilisme monétaire dont l'Allemagne est la principale bénéficiaire (Cesaratto et Stirati, 2013) : pour son économie exportatrice, l'euro n'est pas une monnaie forte, mais bien une monnaie faible, dont le taux de change est opportunément tiré vers le bas par les pays déficitaires de la périphérie de la zone. Si l'union — et Lordon le rappelle — crée de fait une forme de solidarité *a minima*, dans la réalité, la plupart des pays membres refusent d'en supporter les coûts, et ne finissent qu'en dernière instance par valider la création de mécanismes de sauvetage tout juste aptes à sauver l'euro pour quelques mois, jusqu'à la prochaine crise. Lors des réunions de crise, l'Allemagne consent à maintenir en vie l'euro, et il est raisonnable de supposer qu'elle le fait en sachant le coût de ce maintien plus que compensé par les gains qu'elle réalise en termes de *clustering* — c'est-à-dire d'attraction des capitaux et des industries (Gibson *et al.*, 2014). Ce que Lordon appelle « l'obsession monétaire » est aussi — surtout ? — un instrument de politique économique indispensable à la configuration qui a fait de l'Allemagne la principale bénéficiaire des transferts de capitaux au sein de la zone, sans que d'autres transferts — budgétaires — viennent les compenser.
- 22 Un dernier point peut alors nous amener à interroger le sens du titre, la malfaçon<sup>2</sup>. La malfaçon est sans doute à voir dans une monnaie unique qui n'est pas consolidée par des affects communs — et donc une communauté politique — suffisamment puissants, et qui

ne prend pas le chemin d'une telle consolidation. L'euro est alors logiquement, et de manière récurrente, confronté à une crise de légitimité. L'UEM est sujette à des contradictions internes que la crise dite « des dettes souveraines » ne fait que révéler, c'est en cela que l'auteur y voit un défaut de fabrication structurel. En réalité, et pourtant sans trahir l'exposé de Lordon, l'euro devient un instrument fort bien façonné dès lors que l'analyse se déplace sur le terrain des rapports sociaux, et sur l'étude des classes sociales qui, tant s'en faut, n'auront pas toutes à regretter la monnaie unique quand il s'agira d'en dresser le bilan.

- 23 Malgré le format de *La Malfaçon*, un recueil de textes pour la plupart déjà publiés séparément, et dont l'argumentation n'est pas exposée de manière linéaire, Frédéric Lordon a réussi à faire d'une tragédie européenne actuelle à la fois une fine analyse et un ouvrage qu'il est bien agréable de parcourir, dont on ne peut que recommander la lecture.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Aglietta, M. et Orléan, A. (2002), *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob.
- Bibow, J. (2013), "At the Crossroads: The Euro and Its Central Bank Guardian (and Savior?)", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 37, n° 3, p. 609-626.
- Cesaratto, S., et Stirati, A. (2013), "Germany and the European and Global Crises", *International Journal of Political Economy*, vol. 39, n° 4, January, p. 56-86.
- Coutrot, T., Kalinowski, W., et Théret, B. (2015), « L'euro-drachme, ballon d'oxygène pour la Grèce », *Libération*, 16 mars.
- De Larosière, J. (2012), « La conversion des banques centrales européennes à l'euro » in Feiertag, O. et Margairaz, M. (dir.), *Les banques centrales à l'échelle du monde, Central banks at World Scale, XIX XX<sup>es</sup> siècles*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 251-261.
- Gibson, H., Palivos, T. et Tavlas, G. (2014), "The crisis in the Euro area: an analytical overview", *Journal of Macroeconomics*, vol. 39, Part B, March, p. 233-239.
- Lordon, F. (2000), « La légitimité au regard du fait monétaire », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 55, n° 6, p. 1343-1359.
- Lordon, F. (2008), *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Raisons d'agir.
- Lordon, F. (2009), *La crise de trop. Reconstruction d'un monde failli*, Paris, Fayard.
- Lordon, F. et Orléan, A. (2006), « Genèse de l'État et genèse de la monnaie : le modèle de la *potentia multitudinis* », in Citton, Y. et Lordon, F. (dir.), *Spinoza et les sciences sociales. D'une économie des affects à la puissance de la multitude*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Théret, B. (2008), « Les trois états de la monnaie : approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, vol. 59, n° 4, juillet, p. 813-841.
- Théret, B. (2013), « Dettes et crise de confiance dans l'euro : analyse et voies possibles de sortie par le haut », *Revue Française de Socio-Économie*, vol. 2, n° 12, p. 91-124.



## NOTES

1. Bien que ces auteurs ne partagent pas nécessairement les vues de Frédéric Lordon sur la question européenne, comme en témoigne la proposition de Coutrot, Kalinowski et Théret (2015).
  2. D'après *Le Littré*, il y a en effet deux sens à la « malfaçon » : celle-ci peut correspondre à un défaut de fabrication, mais aussi à la tromperie ou « acquisition de profits malhonnêtes ».
- 

## AUTEURS

### ADRIEN FAUDOT

Doctorant en sciences économiques, CREG, Univ. Grenoble-Alpes, [adrien.faudot@upmf-grenoble.fr](mailto:adrien.faudot@upmf-grenoble.fr)